

PREFECTURE DE LOIR-ET-CHER

*DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITÉS
LOCALES ET DE L'ENVIRONNEMENT
BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT ET DU CADRE DE VIE*

AW

ARRÊTÉ n° 2007.352.13 du 18 décembre 2007

Installations classées pour la protection de l'environnement

Enquête publique relative à la demande d'autorisation
d'exploiter un bâtiment de stockage de matières plastiques, polymères et produits combustibles non
inflammables et non toxiques sur le territoire de la commune de MER
formulée par la SOCIETE GENERALE DE LOGISTIQUE.

Le Préfet de Loir-et-Cher,

VU le code de l'environnement, notamment le livre V;

VU la demande présentée le 23 août 2007, complétée le 05 novembre 2007, par la SOCIETE GENERALE DE LOGISTIQUE afin d'obtenir l'autorisation d'exploiter un bâtiment de stockage de matières plastiques, polymères et produits combustibles non inflammables et non toxiques (lot 2 A) à MER;

VU les plans et autres pièces réglementaires annexés à ladite demande ;

VU le courrier de la Direction Régionale de l'Industrie de la Recherche et de l'Environnement Centre, en date du 15 novembre 2007, constatant la recevabilité du dossier susvisé ;

VU l'ordonnance du Président du tribunal administratif n°E07000542/45 en date du 7 décembre 2007;

SUR proposition du Secrétaire général de la préfecture de Loir-et-Cher,

A R R Ê T E

ARTICLE 1^{er} :

Il sera procédé à une enquête publique relative aux incidences éventuelles sur l'environnement du projet présenté par la SOCIETE GENERALE DE LOGISTIQUE en vue d'exploiter un bâtiment de stockage de matières plastiques, polymères et produits combustibles non inflammables et non toxiques à MER.

A l'issue de la procédure d'instruction, il sera statué sur le projet par arrêté du Préfet de Loir et Cher.

ARTICLE 2 :

Monsieur Jack PAIREAU , contrôleur de gestion en retraite, a été désigné en qualité de commissaire-enquêteur par l'ordonnance du Président du tribunal administratif d'Orléans visée ci-dessus.

ARTICLE 3 :

Les pièces des dossiers d'enquêtes, comprenant notamment une étude d'impact des effets du projet sur l'environnement ainsi qu'un registre d'enquête à feuillets non mobiles seront déposés pendant un délai d'un mois à la **mairie de MER du 14 janvier 2008 au 15 février 2008 inclus** afin que le public puisse en prendre connaissance et formuler ses observations, aux heures habituelles d'ouverture de la mairie, sur le registre ouvert à cet effet, coté et paraphé.

Le commissaire-enquêteur se tiendra à la disposition du public à la mairie où il recevra les observations des intéressés :

- **mardi 14 janvier 2008 de 8 H 30 à 11 H 30**
- **jeudi 24 janvier 2008 de 14 H 30 à 17 H 30**
- **jeudi 31 janvier 2008 de 9 H 30 à 12 H 30**
- **mercredi 06 février 2008 de 8 H 30 à 11 H 30**
- **vendredi 15 février 2008 de 14 H 30 à 17 H 30**

En outre, des informations sur les dossiers peuvent être sollicitées auprès de M. Jean-Marc DIETSCH, Directeur Administratif et financier de la société précitée.

ARTICLE 4 :

À l'expiration du délai d'enquête, le registre sera clos et signé par le commissaire-enquêteur. Celui-ci convoquera dans la huitaine le demandeur et lui communiquera sur place les observations écrites et orales consignées dans le procès-verbal, en l'invitant à produire dans un délai de 12 jours un mémoire en réponse.

Dans les quinze jours à compter de la réponse du demandeur ou de l'expiration du délai imparti à ce dernier pour donner cette réponse, le commissaire-enquêteur enverra le dossier de l'enquête au préfet avec ses conclusions motivées.

Toute personne pourra prendre connaissance du mémoire en réponse du demandeur, du rapport et des conclusions motivées du commissaire-enquêteur, à la préfecture de Loir et Cher et à la **mairie de MER**.

ARTICLE 5 :

Un avis au public sera affiché par les soins du maire quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête publique et pendant toute la durée de celle-ci. L'affichage aura lieu à la mairie ainsi que dans le voisinage de l'installation projetée dans un **rayon de 2 km** autour de celle-ci de manière à assurer une bonne information du public.

L'accomplissement de cet affichage sera certifié par les maires de **MER, AVARAY, COURBOUZON, SÉRIS**.

Cet avis qui devra être publié en caractères apparents précisera la nature de l'installation projetée, l'emplacement sur lequel elle devra être réalisée, les dates d'ouverture et de clôture de l'enquête publique ; il indiquera le nom du commissaire-enquêteur et fera connaître les jours et heures où ce dernier recevra les observations des intéressés ainsi que le lieu où il pourra être pris connaissance du dossier.

L'enquête sera également annoncée quinze jours au moins avant son ouverture par mes soins et aux frais du demandeur dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département.

ARTICLE 6 :

Le secrétaire général de la préfecture de Loir-et-Cher, les maires de MER, AVARAY, COURBOUZON, SÉRIS, le commissaire-enquêteur sont chargés de l'exécution du présent arrêté dont une copie conforme leur sera adressée.

Blois, le 18 décembre 2007

Le Préfet,
Pour le préfet, et par délégation
Le secrétaire général,

Signé: Yvan CORDIER